

**Novembre 2005**

## **Pour une UFP/OC anticapitaliste**



Depuis plus de dix ans, la gauche québécoise en rupture avec le PQ a commencé à se regrouper politiquement sur la base d'une orientation de libération nationale et sociale du peuple québécois. Ce fut d'abord le PDS puis le RAP et enfin l'UFP et OC. La fondation très probable du nouveau parti en janvier 2006 marque une nouvelle étape de ce qui pourrait peut-être devenir le rejet du PQ par la grande majorité du peuple québécois en faveur d'une alternative anticapitaliste et indépendantiste. On pourra alors parler d'un rendez-vous avec l'histoire. Cependant, il se pourrait aussi que ce mouvement aboutisse à un cul-de-sac comme ce fut le cas pour le vaste mouvement de libération des années 60 dont le PQ réussit à prendre la direction politique.

Le nouveau parti a pour but de conquérir le pouvoir pour construire un Québec indépendant, égalitaire, démocratique, féministe et écologique dans un monde qui le soit tout autant. La voie électoraliste ne permettra pas d'y arriver car elle mène à la récupération institutionnelle. Le pouvoir de l'Argent est corrosif : il conduit inéluctablement les partis au bureaucratisme, au carriérisme et à la corruption. Le Capital a vaincu tous les partis progressistes et de gauche du XX<sup>ie</sup> siècle qui avaient conquis le pouvoir, des partis communistes aux partis sociaux-démocrates en passant par les partis nationalistes. Le PT brésilien et l'ANC sud-africaine sont les dernières grandes espérances qui se sont effondrées. À notre échelle canadienne et québécoise, le NPD et le PQ n'ont guère fait mieux.

Tous ces partis, avant ou après la conquête du pouvoir, ont abandonné la voie de la lutte sociale, nationale et mondiale, pour la liberté et l'égalité. Tous ces partis ont fini par fonctionner selon le traditionnel modèle de la pyramide hiérarchique que recouvre le pâle voile de la démocratie formelle. Leurs membres sont réduits à être des travailleurs et travailleuses d'élections, au mieux, à être d'éternels protestataires qui obligent les directions à mieux manœuvrer pour arriver à leurs fins. Faut-il alors se surprendre de la désaffection de la population pour la militance dans les partis politiques et de celle de l'électorat pour aller voter pour des partis qui tous se situent dans l'éventail du néolibéralisme et, au Québec, du néo-fédéralisme ?

Du grand échec de la gauche du XX<sup>ie</sup> siècle, le Capital est ressorti encore plus exploiteur du travail, seul créateur de la richesse en collaboration avec la nature et le savoir ; encore plus oppresseur des femmes, des peuples et de la jeunesse, sources de vie, de création et d'imaginaire ; encore plus répressif et guerrier surtout contre les nationalités non-blanches et les minorités sexuelles. La gauche est riche du seul bilan catastrophique de ce XX<sup>ie</sup> siècle. Le Capital a mené l'humanité au bord de la

catastrophe écologique et nucléaire et, dans maintes parties du monde, à l'effondrement social. Encore faut-il faire ce bilan pour ne pas recommencer les mêmes erreurs puis proposer pour le nouveau parti une orientation, une plate-forme, une stratégie, une tactique et un mode de fonctionnement pour le XXI<sup>è</sup> siècle

## **1. Le bilan de l'État providence**

Les syndicats et les partis des classes populaires, profitant de la peur de la montée révolutionnaire à la fin de la Deuxième Guerre tant en Europe qu'en Asie du Pacifique, ont pu imposer au capital une meilleure distribution des gains de productivité du travail. Ce fut l'État providence, État qui prenait bureaucratiquement et partiellement en charge la sécurité de ses citoyens et citoyennes eu égard à l'éducation, la maladie, les accidents, le chômage, la vieillesse et la pseudo menace communiste. Sa raison d'être en était de rentabiliser la force de travail tout en empêchant sa révolte pour à la longue l'atomiser créant ainsi les conditions de la contre-offensive néolibérale.

Le Capital, qui avait ainsi réussi à préserver tant son pouvoir économique que politique, s'est graduellement renforcé tant par un système de transnationales et d'institutions mondiales que par l'économie de guerre permanente et l'imposition du consumérisme. L'internationalisation du capital a entraîné la crise des alliances nationalistes basées sur l'État providence ce qui a, à son tour, entraîné la crise des organisations et partis des classes populaires qui avaient tous accepté ce modèle. En même temps, le Capital, par la grève fiscale puis par celle des investissements dans les pays et régions relativement syndiqués, affaiblissait par la crise de la dette publique et extérieure des États trop heureux de pouvoir blâmer le FMI ou Moody's pour justifier leurs politiques néolibérales.

En a résulté à la fin des années 70 une « stagflation », conjoncture économique combinant faible croissance et haut taux d'inflation, sur fond de crise écologique mais aussi de crise des genres. Non seulement la course aux armements et celle au consumérisme menaçaient-elles les grands équilibres écologiques mais en consolidant le sexisme — par le militarisme et la femme-objet — et en empêchant la libération du temps du travail tout en récupérant le travail salarié des femmes en croissance continue, ces fuites en avant ont empiré la violence contre les femmes et les enfants et ont envenimé le joug de la double journée de travail.

Toutes ces crises — nationale, de l'alternative, budgétaire, écologique et de genre — n'ont nullement empêché l'émergence d'une crise de surproduction au fur et à mesure que réintégraient le marché mondial les pays vaincus de la Seconde guerre mondiale puis les « tigres » et « dragons » de l'Asie. Au bout du compte, ce fut une erreur stratégique de lutter seulement pour le partage des richesses sans s'attaquer directement tant à la propriété privée des moyens de production qu'à la démocratisation radicale de l'État. De la priorité donnée à la solidarité nationaliste, il faut maintenant passer à celle de la solidarité internationaliste.

## **2. Le bilan du PQ**

Le PQ est né à partir de l'aile nationaliste du Parti libéral afin de dompter l'impétueux mouvement de libération nationale/sociale de la fin des années 60. En 1982, le PQ a

été aussi dur contre les syndicats du secteur public que les Libéraux le sont aujourd'hui. En 1990, pour contrôler la colère populaire née du rejet de l'accord du Lac Meech, le PQ n'a pas hésité à « tendre la main » aux Libéraux et à cautionner la répression par ces mêmes Libéraux de la nation Kanienke'haka (Mohawk) lors de la crise d'Oka. Après l'échec référendaire de 1995, le PQ a servilement imité la politique du « déficit zéro » fédéraliste, au lieu de lever l'étendard de la révolte, pavant ainsi la voie à l'actuelle réaction fédéraliste.

Y a-t-il plus néolibéral que la promotion du libre-échange par le PQ depuis sa naissance, davantage même que les fédéralistes ? Y a-t-il plus néo-fédéraliste que l'évolution du PQ de la souveraineté-association à la souveraineté-partenariat en passant par le « beau risque » de l'alliance avec les Conservateurs pour aboutir au modèle de l'Union européenne ? Quant à la démocratie interne, qui ne se souvient pas du « renérendum » et du miroir honteux du premier ministre Bouchard ?

Le PQ est un parti national-populiste, non social-démocrate comme le NPD, mais comme lui un parti (petit)-bourgeois ouvrier c'est-à-dire à direction (petite)-bourgeoise et à base partiellement prolétaire avec en plus l'appui ouvert ou tacite des directions syndicales. Avec ces directions et le Bloc québécois, il forme l'alliance nationaliste. Ces partis ont historiquement soutenu la bourgeoisie dont ils recherchent systématiquement l'appui. Ils ont habituellement une aile « gauche » formelle ou informelle toujours minoritaire et au bout du compte soumise. Au PQ, cette aile s'appelle aujourd'hui SPQ-libre.

### **3. Le bilan de l'alliance nationaliste**

Au cours du XX<sup>ie</sup> siècle, tous les « fronts populaires » entre la gauche et la bourgeoisie prétendument progressiste soit contre le fascisme, contre l'impérialisme ou pour l'indépendance, ont toujours fait le jeu de la droite. Dans un monde capitaliste de plus en plus répressif et guerrier, la précarité économique, le poids institutionnel et les pressions médiatiques favorisent systématiquement les forces du statu quo. Pour conserver au sein de l'alliance l'allié bourgeois dit progressiste, la gauche a toujours dû renoncer à l'essentiel de son programme. Le but réel de ces fronts a toujours été d'arrêter un ample soulèvement social en cours qui seul était en mesure de réaliser les objectifs de la gauche.

Une alliance/coalition/pacte avec le PQ ruinerait la cause indépendantiste car le PQ est néo-fédéraliste et sa raison d'être a toujours été de dévoyer et démoraliser la mobilisation pour l'indépendance qui a toujours été liée à un « *projet de société* » égalitaire. Le projet de société péquiste d'un Québec néolibéral, associé et allié à l'impérialisme étasunien, a toujours empêché de faire le plein du vote pour l'indépendance sans compter son rôle d'éteindre du mouvement indépendantiste. Qui voudrait, en effet, risquer une invasion armée — souvenons-nous d'Octobre 70 — pour simplement changer le « *flag s'ul hood* » comme disait l'ancien premier ministre canadien Chrétien

Est-ce à dire que le futur parti de gauche devrait s'enfermer dans un repli sectaire alors que certaines réformes désirables d'un point de vue du peuple travailleur peuvent aussi être souhaitées par un ou l'autre parti bourgeois suite aux nombreuses contradictions au sein de la bourgeoisie, notamment entre la (petite)-bourgeoisie

nationaliste québécoise et la bourgeoisie canadienne ? Un tel repli serait renoncer à la politique au nom de la pureté doctrinaire. Un tel sectarisme est d'ailleurs à l'origine d'une des pires catastrophes politiques du XX<sup>ie</sup> siècle quand le nazisme a pris le pouvoir sans riposte populaire parce que le parti stalinien ciblait en priorité le parti social-démocrate prétendument « social-fasciste ».

Il s'agit plutôt de « marcher séparément et frapper ensemble ». Par exemple, lors du référendum de 1995, le Parti de la démocratie socialiste a fait sa propre campagne pour le « oui » avec ses propres slogans et son propre matériel de campagne. Aussi, tant en 1994 qu'en 1998, il a fait sa propre campagne électorale sans aucunement ménager le PQ tant par rapport à la question sociale que nationale. De même, la campagne électorale de Mercier, en avril 2001, d'où a surgi la dynamique qui a mené à la création de l'Union des forces progressistes, s'est faite contre l'ensemble des partis néolibéraux, en fait surtout contre le PQ dont Mercier était un château fort.

### **Un Québec libre pour tout le monde**

Après l'étape des coupures Libérales/PQ, le démantèlement de l'État providence en est rendu à l'étape de la privatisation Libérale payée cependant par l'État en mode PPP dont les écoles privées qui doivent être intégrées au réseau public. Le parti des classes populaires se doit de riposter par une plate-forme d'urgence sociale permettant de répondre aux principaux besoins et aux aspirations populaires. Toutefois, tirant les leçons de l'époque de l'État providence, il faut s'assurer de l'autonomie financière de l'État et de son contrôle démocratique en commençant par conquérir son indépendance vis-à-vis de l'oppression fédéraliste.

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, la productivité du travail au Québec a triplé mais le temps de travail normal n'a pas diminué du tiers, tant le mouvement syndical a oublié le noyau dur de ce qu'étaient ses revendications historiques, soit les « 30 heures payées 40 » d'il y a 60 ans. Pour que tous et toutes travaillent, il faut que tous et toutes travaillent moins et sans baisse de salaire. La semaine de 35 heures tout de suite serait un bon début et jamais payée moins que 12\$ l'heure indexé avec équité salariale femme-homme applicable immédiatement et universellement. Le licenciement par des entreprises rentables doit être interdit et les victimes de congédiements ou fermetures économiques doivent être reclassées par l'État à la charge des entreprises rentables.

Il faut travailler non pas pour produire plus d'armes et de jeux vidéo mais davantage de services publics complètement gratuits en commençant dès maintenant par la totalité des médicaments, les soins oculaires et dentaires, les places en garderie disponibles pour tous les enfants et les études post-secondaires. Une société de plein emploi est capable d'assurer que chacun et chacune soient logés convenablement en construisant au moins 8 000 logis sociaux par année.

Tous les sans travail non bénéficiaires d'assurance-chômage, dont les normes doivent être rétablies à ce qu'elles étaient à la fin des années 70, ou d'autres allocations sociales doivent avoir droit à un revenu minimum garanti de 1 000 \$ par mois indexé soit un peu moins que reçoivent déjà du fédéral les personnes âgées

sans autre revenu. Ainsi serait vaincue la pauvreté dans le cadre de la dignité du travail et non pas par un parasite pseudo « revenu de citoyenneté » qui en plus renforce l'emprise du marché aux dépens des services publics.

La moindre des choses serait que les entreprises paient en impôt sur leurs profits l'équivalent de ce que paient les individus sur leurs salaires, comme c'était le cas au début des années 50, soit avant l'État providence. Quant à la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers, il doit revenir au moins à ce qu'elle était avant la contre-réforme de 1988. Pour la rente pétrolière, elle doit être entièrement taxée.

Ainsi les dépenses de l'État au Québec, tant de la part de Québec que d'Ottawa, reviendraient, en pourcentage de la valeur de la production québécoise, au moins à ce qu'elles étaient avant les coupures sauvages des Libéraux fédéraux et du PQ dans la deuxième moitié des années 90, soit une hausse immédiate de 20 milliards \$. Si ces revenus ne sont pas suffisants pour assurer plein emploi et un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux, il ne faudrait pas hésiter alors à décréter un moratoire sur le remboursement de la dette publique sauf pour les petits épargnants.

Nul doute que le Capital tenterait de résister en menaçant d'orchestrer une gigantesque fuite des capitaux à faire pâlir le coup de la Brink's du premier référendum de 1980. C'est une raison suffisante pour rejeter l'ALÉNA, qui permet ce stratagème, et de ré-instituer le contrôle de la circulation des capitaux comme cela se faisait au Canada jusqu'au début des années 50. Si nécessaire, il ne faut pas hésiter à nationaliser les principales institutions financières de même que les raffineries pétrolières et l'industrie pharmaceutique, responsable de l'inflation des prix des médicaments, en tout ou en partie.

La société québécoise aurait ainsi les moyens de financer un vaste programme public d'efficacité énergétique, très créateur d'emplois sur l'ensemble du territoire, complété par un apport d'énergie solaire et éolienne — en propriété publique et sans en noyer la Gaspésie — au point de pouvoir se dispenser de toute nouvelle centrale thermique, nucléaire et hydroélectrique. Elle aura aussi les moyens de se doter d'un réseau intra-urbain et inter-urbain de transport public gratuit — rappelons que le Québec ne produit plus aucune automobile mais est doté d'usines de moyens de transport public — au point de se dispenser de construire un seul kilomètre d'autoroute et de pont autoroutier.

Ce n'est pas évidemment l'État néolibéral, bureaucratique, endetté et fédéraliste des patrons qui prendra ce tournant. L'État indépendant du Québec doit être démocratisé en commençant par des élections faites complètement à la proportionnelle, à parité femme-homme, avec financement public et accès égalitaire à tous les médias — y compris Télé-Québec bonifié au niveau d'un véritable réseau national — pour tous les partis reconnus, l'obligation des élus de rendre des comptes annuels et un droit de rappel ainsi qu'un droit d'initiative populaire par référendum.

Plus profondément, il faut instaurer un processus de budget participatif tant au niveau municipal que national. De plus, un monde globalisé a besoin d'une amorce de gouvernement mondial dont le premier pas pourrait être l'abolition du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et son contrôle par l'Assemblée générale qui verrait

à faire de l'eau et de la culture des patrimoines de l'humanité et à instaurer une taxe sur les transactions financières.

La démocratie c'est aussi le renforcement des organisations des classes populaires. Cela signifie la facilitation de la syndicalisation particulièrement en criminalisant l'intimidation patronale et en interdisant la désyndicalisation ou le bris de la convention collective par la sous-traitance et les fausses banqueroutes. La démocratie c'est l'autonomie des organisations communautaires par leur financement statutaire en autant qu'elles soient dotées de statuts démocratiques.

La démocratie s'applique aussi à tous ceux et celles qui habitent le Québec, ce qui signifie la même justice pour tous et toutes. Les « certificats de sécurités » et les détentions arbitraires dont sont victimes certains membres de la communauté arabo-musulmane sont à interdire et à abolir. Pour participer à la démocratie la communauté immigrante et réfugiée a le droit d'apprendre le français — qui doit devenir la langue de travail obligatoire — aux frais de l'État, y compris celui d'avoir un revenu d'apprentissage.

La libération populaire et la démocratisation ne peut s'arrêter aux frontières du Québec dans un monde globalisé. Le droit à l'autodétermination des peuples interdit toute guerre de conquête, toute occupation, tout embargo, toute base militaire étrangère, tout étranglement par la dette externe, qu'il faut annuler, et toute mainmise politique par de prétendus « programme d'ajustement structurel ». Il faut plutôt hausser l'aide internationale, qui est en fait une compensation partielle pour le pillage historique et écologique du tiers monde, à 0.7% du PIB.

En particulier, le Québec doit dénoncer la participation canadienne à l'occupation de l'Afghanistan, de l'Iraq et d'Haïti soit par son armée ou par la productions d'armements, tout comme il doit accueillir les objecteurs de conscience de l'armée étasunienne. Il doit aussi réclamer la fin de l'occupation des dits « territoires occupés », y compris Jérusalem, le démantèlement du « Mur », la libération des prisonniers et le droit de retour de tous les réfugiés.

Il faut aussi se rappeler que les frontières actuelles du Québec sont celle de la province fédérale du Québec qui englobe de force les territoires de plusieurs nations autochtones et inuit. Leur droit à l'autodétermination, jusqu'à et y compris l'indépendance, leur confère un droit de veto sur toute intervention économique — centrales hydrauliques, mines, coupes forestières, systèmes de transport — et politique sur leurs territoires historiques. Au Québec de leur proposer des traités internationaux et de leur offrir une généreuse compensation pour le tort historique qui leur a été fait et ainsi leur donner les moyens de financer leur auto-développement.

### **Un grève générale tous et toutes ensemble...**

Contre cette plate-forme d'urgence sociale et son corollaire, la démocratisation de la société québécoise et de son État, se dresse le Capital, particulièrement les transnationales et les institutions financières. Si celles-ci montent parfois directement au front politique comme lors du référendum de 1995 parce que leur base territoriale était directement et immédiatement menacée, elles utilisent

habituellement les partis néolibéraux, ADQ, Libéraux et Conservateurs mais surtout NPD et PQ/Bloc pour piéger dans un système d'alliances nationalistes les organisations syndicales et populaires.

Ainsi ces dernières finissent-elles par se plier aux politiques néolibérales pour renforcer la prétendue compétitivité nationale contre l'étranger, du peuple étasunien au peuple chinois. Au Canada anglais, cette alliance nationaliste attise davantage la méfiance envers les peuples québécois et autochtones, qui soi-disant affaiblissent « l'unité nationale » qu'envers Nortel ou Pétro-Canada. Au Québec, cette alliance fait de même envers les allophones et les Amérindiens qui soi-disant menacent « l'intégrité territoriale » que contre Bombardier et Québécor... qui pourtant investissent systématiquement en dehors du Québec.

Le but stratégique du nouveau parti est de rompre cette alliance nationaliste en lui opposant une alliance anticapitaliste. Cette nouvelle alliance repose sur la conscience que l'implantation de la plate-forme d'urgence sociale, dont l'indépendance est le moteur, nécessite d'affronter et de vaincre le Capital et ses partis, en premier lieu le PQ/Bloc et le NPD qui sont les chevaux de Troie du Capital dans les rangs populaires. Le signe de cette rupture, condition nécessaire mais non suffisante pour la victoire, sera le virage syndical.

Ce virage syndical, cependant, pourrait être purement électoraliste en se faisant uniquement suite à une entente entre appareils. Ce serait là « tout changer pour que rien ne change ». On serait aussi loin de réaliser la plate forme d'urgence sociale qu'au point de départ. C'est à ce faux semblant que mènerait toute alliance, coalition, pacte, etc. avec le PQ comme raccourci électoraliste afin de séduire les directions syndicales qui auraient l'illusion d'appuyer le parti de gauche sans devoir rompre avec le PQ.

La substitution de l'alliance anticapitaliste à l'alliance nationaliste ne peut venir que du développement des luttes sociales jusqu'à ce qu'elles se muent en lutte politique pour le pouvoir, avec ou sans élections. Depuis une dizaine d'années, plus le néolibéralisme est discrédité comme idéologie et plus, à contrario, les gouvernements s'enfoncent dans les politiques néolibérales sans souci d'appui populaire. Plus s'approfondit cette conjoncture en voie de généralisation dans le monde, y compris au Québec, plus devient nécessaire et possible la tactique d'une grève politique de masse comme voie de conquête du pouvoir.

Les classes populaires québécoises ont démontré qu'elles étaient prêtes pour une grève générale publique-privées tous et toutes ensemble. Suite à l'adoption des lois scélérates de décembre 2003, elles étaient prêtes à une immédiate grève générale suite à la mobilisation intersyndicale d'une journée bloquant, dans certains cas, ports, routes et casino. Elles ont ensuite confirmé cette volonté de faire la grève pour au moins 24 heures par les votes du printemps 2004 dans l'ensemble des centrales syndicales. Pendant deux semaines, les travailleurs de l'ALCAN du Saguenay ont occupé et fait fonctionner une usine vouée à la fermeture avec l'appui de la population locale. Durant le printemps 2005, la base syndicale de l'enseignement, et peut-être même de la fonction publique, aurait été prête à se joindre à la plus imposante grève étudiante que le Québec ait jamais connu.

À chaque fois, les directions syndicales ont coupé court à la mobilisation par la tergiversation (« il faut d'abord consulter »), les compromis boiteux (protéger les employés mais non les emplois), la démagogie (la menace d'une « grève sociale ») et le faux-fuyants (pas de « synchronisme » mais une « lutte à relais »). Pourtant, la conjoncture de l'automne 2005 offre l'occasion de faire de la perspective de la grève générale un mot d'ordre d'action immédiate, seul moyen de briser la main de fer du gouvernement et de contrer la menace d'une loi spéciale. L'intransigeance gouvernementale qui a d'abord brisé le Front commun et qui maintenant charcute les conventions collectives pourrait mener à une défaite de grande ampleur. La perspective de la grève générale resterait de mise mais sa possibilité disparaîtrait pour un temps.

### **... vers une Assemblée constituante**

La stratégie indépendantiste de l'Assemblée constituante, comme substitut à celle sans issue de la voie référendaire péquiste, ne peut être que l'aboutissement d'un rapport de forces qui vienne d'un paroxysme de la lutte sociale, aboutissement normal d'une grève politique de masse avec son cortège d'assemblées à la base, de manifestations et d'occupations. Son obtention par la voie électoraliste est ou bien quasi impossible ou même dangereuse en ce sens qu'une telle Assemblée sans rapport de forces serait alors contrôlée par les forces néolibérales comme l'est l'actuelle Assemblée nationale. En soi, l'Assemblée constituante est un contenant sans contenu qui peut aussi bien propulser une lutte que la mener dans un cul-de-sac. Rappelons-nous de la loi anti-pauvreté votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

Quand faillissent les directions syndicales, engoncées jusqu'au bout dans leur stratégie suicidaire de la concertation, il appartient au parti des classes populaires de les rappeler à l'ordre en proposant lui-même la perspective de la grève générale politique de masse sur la base de revendications provenant de sa plate-forme d'urgence sociale. Il ne suffit pas de passivement appuyer les luttes populaires pour passer pour un parti de gauche. À la limite, c'est là pur opportunisme.

Les conjonctures pré-révolutionnaires argentine, en 2001-2002, et bolivienne en 2003 et 2005 ont montré les conséquences tragiques de l'absence d'un parti de masse anticapitaliste capable et assez crédible pour diriger le peuple mobilisé. Mobilisés, les peuples argentin et bolivien l'étaient suffisamment pour s'emparer par la rue du pouvoir politique. Tant la multitude de petits partis sectaires argentins que le grand parti électoraliste MAS bolivien n'ont pas répondu à l'appel, les premiers refusant de s'unir sur la base d'une plate-forme d'urgence sociale, le second ne jurant que par l'élection de décembre prochain au lieu de prendre la tête de la révolte pour imposer immédiatement la nationalisation des hydrocarbures et la convocation de l'Assemblée constituante.

Le Venezuela dépend trop de la rente pétrolière pour servir d'exemple. On ne peut bien sûr que se réjouir que cette rente, en croissance rapide, soit dorénavant redistribuée au peuple. On doit encore plus se réjouir que le peuple vénézuélien ait su se mobiliser pour sauver le régime bolivarien de l'impérialisme étasunien et de ses alliés locaux et qu'il soit maintenant en train de s'auto-organiser dans les

quartiers, villages et usines et surtout, depuis cet été, de poser les bases d'un parti de gauche indépendant du gouvernement. Reste que le capital national et l'impérialisme contrôlent toujours de larges pans de l'économie et, surtout, que la pléthorique bureaucratie étatique, militaire et surtout bolivarienne contrôle toujours l'agenda politique. Là non plus on ne pourra pas faire l'économie d'un parti de masse anticapitaliste.

### **Un parti pluraliste de la rue**

La tragédie du PT brésilien montre que deux conditions doivent être réunies pour éviter toute dégénérescence. Premièrement, toute conquête du pouvoir doit être le fait d'une vaste et profonde mobilisation de masse. La participation au processus électoral, et éventuellement la conquête de la majorité parlementaire, à distinguer de la conquête du pouvoir comme le rappelle la tragédie chilienne de 1973, n'est utile que si elle contribue à renforcer la mobilisation sociale et non à s'y substituer. Une participation électorale qui ne mettrait pas de l'avant un programme d'urgence sociale et la perspective d'une grève politique de masse serait sur la voie de se substituer à la mobilisation sociale. Si le PT brésilien fut fondé sur la base d'un surgissement de luttes syndicales, sa conquête de la présidence fut purement électoraliste et fut un facteur de découragement de la lutte sociale. S'ensuivit une alliance électoraliste avec la bourgeoisie « nationale » et le reniement en grande de son programme antinéo-libéral et anti-impérialiste.

Deuxièmement, le parti doit être radicalement démocratique de sorte que la volonté de la « rue », qui pénètre le parti par sa base, l'emporte sur l'inévitable tendance à la bureaucratisation et au carriérisme qui corrompt à petit feu la tête du parti (et des syndicats). Depuis au moins dix ans, le PT brésilien s'était laissé miner par ces fléaux, notamment par les prébendes du pouvoir municipal (tout comme la CUT, la grande centrale syndicale, s'est laissée gangrenée par la participation à la gestion du capital financier à la mode « Fonds de solidarité »). La direction du PT avait tronqué le pluralisme statutaire en se débarrassant des tendances de gauche dans les organes centraux alors qu'auparavant celles-ci y étaient représentées au prorata de leur force lors des congrès telle que mesurée par le vote. Ainsi, il fut plus facile à la direction du PT de s'autonomiser de la base jusqu'à renier le programme et les résolutions de congrès. En dernière analyse, seul un pluralisme jusqu'au bout peut garantir la démocratie dans le parti. C'est d'ailleurs une critique cruciale que l'on fait au parti bolchevique qui, en 1921, a aboli le droit de tendance, ce qui a fortement facilité la mainmise stalinienne.

### **Pour un parti de gauche à gauche**

Trois conditions sont donc nécessaires à ce que le nouveau parti s'ancre à gauche. La première est un indépendantisme militant qui dame le pion au souverainisme trait d'union — miroir aux alouettes du néo-fédéralisme — de l'alliance nationaliste. La deuxième est un antinéo-libéralisme politique, débouchant nécessairement sur l'anticapitalisme, rompant avec l'antinéo-libéralisme idéologique des déclarations de principe d'une grande partie du mouvement altermondialiste, lesquelles masquent souvent un « néolibéralisme à visage humain » réellement existant. La plate-forme

d'urgence sociale et la promotion de la perspective de grève générale en seraient le garant. La troisième est un pluralisme partidaire jusqu'au bout c'est-à-dire jusqu'à la représentativité des tendances dans les instances dirigeantes sur la base de la proportionnalité des votes pour des plate-formes concurrentes. La réalisation de ces conditions, ou le combat pour leur adoption si la fusion se fait sans la mise en œuvre de l'une ou l'autre, nécessite le regroupement de ses partisans dans une tendance anticapitaliste au sein du nouveau parti.

Marc Bonhomme